



# DUPLICATA

DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES  
DE CHARENTE MARITIME

SERVICE :  
SANTÉ ENVIRONNEMENT

**AP N°03/3646**

**25 novembre 2003**

## **A R R Ê T É**

**portant déclaration d'utilité publique**

l'exploitation du captage de

**LA CLOTTE « Fonbouillon »**

*dérivation des eaux souterraines, protection de la ressource  
et distribution des eaux*

**LE PREFET DE LA CHARENTE-MARITIME**

**CHEVALIER de la LEGION D'HONNEUR**

**OFFICIER de L'ORDRE NATIONAL du MERITE,**

**VU** l'article L 215-13 du Code de l'Environnement ;

**VU** les articles L1321-2 et L13211-3 du Code de la Santé Publique ;

**VU** les articles R 11-3 à R 11-14 du Code de l'Expropriation ;

**VU** le décret 89-3 du 3 janvier 1989 modifié, relatif aux eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles ;

**VU** l'arrêté du 24 mars 1998 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles 4, 5, 20 et 22 du décret 89-3 du 3 janvier 1989 concernant les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales ;

**VU** la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

**VU** les décrets d'application de la Loi sur l'Eau n° 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 ;

**VU** l'arrêté préfectoral 95-2461 DIR.I/B4 du 5 Octobre 1995 relatif aux installations situées dans les communes incluses dans les zones de répartition des eaux ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 6 août 1996, portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Adour-Garonne, et notamment les mesures B6, B22, B26, C17 ;

**VU** la délibération du Syndicat des Eaux de la Charente Maritime en date 10 avril 1995, portant décision pour l'établissement de périmètres de protection;

.../...

**VU** la délibération du Syndicat des Eaux de la Charente Maritime en date du 16 juillet 1999, portant engagement d'indemniser les usagers;

**VU** l'avis favorable de la commission départementale spécialisée captages, en date du 25 mars 1999 ;

**VU** le dossier et les résultats de l'enquête qui a eu lieu en application de l'arrêté préfectoral du 8 août 2002;

**VU** l'avis favorable du Commissaire enquêteur, en date du 08 mars 2002;

**VU** l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 10 juillet 2003;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

## **A R R Ê T E :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** - Sont déclarés d'utilité publique les travaux réalisés par le Syndicat des Eaux de la Charente Maritime, consistant en :

- la réalisation d'un captage dénommé « Fontbouillon » commune de La Clotte,
- la création de périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée de la source et l'institution des servitudes afférentes,
- la distribution de ces eaux destinées à la consommation humaine.

### **SECTION I - DERIVATION DES EAUX**

**ARTICLE 2** - Le Syndicat des Eaux de la Charente Maritime, est autorisé à dériver une partie des eaux souterraines recueillies sur le territoire de la commune de LA CLOTTE par la source de Fontbouillon, de coordonnées Lambert II étendu :

X= [REDACTED] - Y= [REDACTED] - Z= [REDACTED].

**ARTICLE 3** - Le volume prélevé par pompage par le Syndicat ne pourra excéder :

- 300 m3/h en débit maximum instantané et 6000 m3/j en débit journalier cumulé.
- à l'étiage ces débits seront respectivement ramenés à 180 m3/h en maximum instantané et 3600m3/j en journalier cumulé.

**ARTICLE 4** - Les dispositions prévues pour que le prélèvement ne puisse dépasser le débit et le volume journaliers autorisés ainsi que les appareils de contrôle nécessaires devront être soumis par le Syndicat à l'agrément du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt.

#### **Contrôle d'auto surveillance :**

- ⇒ suivi en continu du débit d'exhaure,
- ⇒ suivi hebdomadaire du niveau statique de la vasque
- ⇒ suivi en continu de la conductivité et de la turbidité.

Les débits d'exploitation des ouvrages pourront être diminués en cas de risque et le programme de surveillance modifié.

**ARTICLE 5** - Conformément à l'engagement pris par le bureau syndical dans sa séance du 16 juillet 1999, le Syndicat devra indemniser les usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

## **SECTION II - PERIMETRES DE PROTECTION**

**ARTICLE 6** - Il est établi autour des ouvrages de prélèvement un périmètre de protection immédiate. Pour la protection de la ressource il est institué un périmètre de protection rapprochée et un périmètre de protection éloignée dont les limites figurent sur les cartes jointes au dossier de déclaration d'utilité publique des travaux.

### **PRESCRIPTIONS IMPOSEES A L'INTERIEUR DES PERIMETRES DE PROTECTION**

#### **6.1 - PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE (environ 15 000 m<sup>2</sup>) commune de La Clotte**

Il concerne les parcelles 116, 120, 121, 237, 239, 242 de la section AP.

Les terrains sont acquis en toute propriété par le Syndicat, clos, protégés contre les eaux extérieures.

Toutes les activités sont interdites, exceptées celles résultant de l'entretien régulier des captages et des terrains. Tous produits d'entretien potentiellement polluants sont à proscrire dans ces périmètres.

La fosse étanche toutes eaux située dans le bâtiment d'habitation du gardien sera vidangée régulièrement et devra faire l'objet de tests périodiques d'étanchéité.

#### **Mesures immédiates :**

Un certain nombre d'actions nécessaires à la protection immédiate du captage sont d'application immédiate. Elles figurent en annexe.

#### **6.2 - PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE (100 ha) - commune de La Clotte.**

Ce périmètre englobe la source et mesure environ 1,5 kilomètres dans sa plus grande dimension, orientée. Est-ouest.(voir plan parcellaire)

##### **6.2.1 - AU TITRE DE LA REGLEMENTATION SPECIFIQUE**

##### **Activités interdites :**

- L'installation de décharges contrôlées, le dépôt d'immondices, de détritus, de produits radioactifs et le déversement de tout produit ou matière susceptible d'altérer directement ou indirectement la qualité des eaux.
- L'ouverture et l'exploitation de nouvelles carrières ou gravières, la création d'excavations atteignant l'aquifère calcaire.
- La création de plans d'eau.
- Les épandages de matières fermentescibles liquides d'origine animale, de matières de vidange, d'eaux usées, de boues de station d'épuration et de compost d'ordures ménagères.
- L'installation de nouveaux élevages.
- L'implantation d'installations classées, de stockage d'hydrocarbures, de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux.
- La réalisation de forages d'exploitation d'eau, à la seule exception des forages d'eau potable déclarés d'utilité publique.

### **Activités réglementées :**

- Cimetière :
  - construction de caveaux étanches dans l'agrandissement,
  - détournement des eaux de ruissellement dans la partie ancienne.
- Les extensions des bâtiments d'élevage :
  - Tous les projets seront soumis à autorisation.

### **Mesures immédiates :**

Un certain nombre d'actions vis à vis des eaux pluviales et des pertes du ruisseau, nécessaires à la protection rapprochée de l'ouvrage, sont d'application immédiate. Elles figurent en annexe.

## **6.2.2 - AU TITRE DE LA REGLEMENTATION GENERALE**

Toutes les autres activités non encore énoncées, ci dessus seront réglementées par la législation générale existante ou future.

Les installations existantes doivent être conformes, ou rendues conformes à ces réglementations.

**Rappel des principales règles** dont la mise en application conduit à la protection des ouvrages:

### **1. Cas particulier des forages**

- Le périmètre étant inclus dans une zone de répartition des eaux, tout prélèvement d'eau souterraine non domestique (supérieur à 40 m<sup>3</sup>/j et à 8 m<sup>3</sup>/h) postérieur à mars 1993, est soumis à autorisation.
- Les forages actuels : Les propriétaires procéderont à la mise en conformité des ouvrages en vue d'empêcher l'intercommunication des nappes et/ou l'infiltration des eaux de ruissellement, conformément à la Loi sur l'Eau. Les forages non exploités seront rebouchés en veillant à respecter la protection de la nappe captée.

### **2. Les autres réglementations**

- L'implantation de camping-caravaning.
- L'implantation d'ouvrages de transport des eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées devront satisfaire les normes et directives techniques existantes au moment de leur mise en oeuvre.
- Le remblaiement d'excavations ou de carrières existantes ne devra pas être à l'origine, ni participer à l'apparition d'une dégradation de l'aquifère capté par la source.
- Les systèmes d'assainissement autonome devront être conformes et régulièrement contrôlés.
- Application de la réglementation sur le stockage de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature. Celui des produits pétroliers devra se faire dans les conditions prévues par l'arrêté du 26 février 1974.
- Mise aux normes des bâtiments et installations d'élevage.

### **Mesures immédiates :**

Un certain nombre d'actions, vis à vis des dispositifs d'assainissement, nécessaires à la protection rapprochée du captage sont d'application immédiate. Elles figurent en annexe.

## **6.3 - PERIMETRE DE PROTECTION ELOIGNEE (400 ha) communes de La-Clotte et Cercoux**

.../...

---

### **6.3.1 - AU TITRE DE LA REGLEMENTATION SPECIFIQUE**

Néant

### **6.3.2 - AU TITRE DE LA REGLEMENTATION GENERALE**

Toute activité est soumise aux contraintes fixées par la législation générale existante ou future.

**Rappel des principales réglementations** dont la mise en application conduit à la protection éloignée des ouvrages :

La réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement :

- L'installation de centre de stockage de déchets, stockages de produits polluants, activité industrielle, canalisations d'hydrocarbures ou autres.
- L'ouverture de carrières.

La Loi sur l'Eau et ses textes d'application.

- Le périmètre étant inclus dans une zone de répartition des eaux, tout prélèvement, d'eau souterraine non domestique (supérieur à 40 m<sup>3</sup>/j et à 8 m<sup>3</sup>/h) postérieur à mars 1993 est soumis à autorisation.
- Les nouveaux puits et forages ne devront pas permettre l'intercommunication des nappes ou la dégradation de la qualité de la nappe captée.

**Mises en conformité :**

- Mise en conformité des dispositifs d'assainissement autonome.
- Mise en conformité des bâtiments d'élevage.
- Mise en conformité des forages actuels, en vue d'empêcher l'intercommunication des nappes et/ou l'infiltration des eaux de ruissellement, conformément à la Loi sur l'Eau. Les forages non exploités seront rebouchés en veillant à respecter la protection de la nappe captée.

**ARTICLE 7** - Réglementation des activités, installations et dépôts existants à la date du présent arrêté.

Ces installations devront satisfaire aux obligations de l'article 6 dans un délai de trois ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

**ARTICLE 8** - Postérieurement à l'application du présent arrêté, tout propriétaire d'une activité, installation ou dépôt réglementé qui voudrait y apporter une quelconque modification, devra faire connaître son intention à l'administration en précisant:

La localisation et les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau.

Les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique, éventuellement prescrite par l'administration, sera faite par un hydrogéologue, aux frais du pétitionnaire.

L'administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

.../...

Il est rappelé que les activités réglementées visées à l'article 6-2 pourront faire l'objet d'une interdiction si le projet ne présente pas toutes garanties pour la protection et la conservation de la qualité de l'eau.

#### **ARTICLE 9 - SANCTIONS**

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 6 du présent arrêté sera passible des peines prévues par le décret 67-1094 du 15 décembre 1967 pris pour l'application de la loi modifiée 64.1245 du 16 décembre 1964, et les articles 22 à 30 de la loi sur l'eau 92-3 du 3 janvier 1992, sans préjudice des peines prévues par d'autres polices administratives (installations classées, police des eaux, etc.)

**ARTICLE 10** - Les servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée des points de prélèvement d'eau sont soumises aux formalités de la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la conservation des hypothèques (délai maximal 2 mois).

Notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans le périmètre de protection rapprochée.

Le Président du Syndicat des Eaux de la Charente Maritime est chargé d'effectuer ces formalités.

#### **SECTION III - DISTRIBUTION DES EAUX**

**ARTICLE 11** : - Les eaux captées pourront être distribuées en vue de la consommation humaine sous réserve de répondre aux conditions exigées par le code de la Santé Publique et le décret n° 89-3 du 3 janvier 1989 modifié.

Le procédé de traitement - son installation - son fonctionnement et la qualité des eaux distribuées sont placés sous le contrôle de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

Elles devront faire l'objet d'une désinfection avant distribution.

Toute modification du traitement devra faire l'objet d'une déclaration auprès de ce service.

#### **SECTION IV - DISPOSITIONS DIVERSES**

**ARTICLE 12** - Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Charente Maritime, le Maire de La-Clotte, le Président du Syndicat des Eaux de la Charente Maritime, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Directeur Départemental de l'Équipement, l'Ingénieur des Mines, l'Inspecteur des Établissements classés, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont un extrait sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Charente Maritime.

LA ROCHELLE, le 25 novembre 2003

**LE PREFET,**

**Christian LEYRIT**

---

## **ANNEXES**

### **MESURES IMMEDIATES A LA MISE EN OEUVRE DU PRESENT ARRÊTE**

#### **PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE (commune de LA CLOTTE)**

- Mesures de niveau dans la vasque : mise en place d'une sonde de contrôle continu avec enregistrement.
- Contrôle des eaux de ruissellement arrivant dans le fossé bordant le périmètre au Nord Est et rejoignant le trop-plein des bâches.

#### **PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE (communes de LA CLOTTE)**

- Construction d'un collecteur étanche d'eaux pluviales entre le bourg de La Clotte et le Lary.
- Contrôle et mise aux normes des assainissements autonomes des habitations du bourg de La Clotte, ainsi que du terrain de sports en fonction des conclusions de l'étude du Schéma Directeur d'Assainissement.
- Traitement des pertes du ruisseau au sud du hameau de « Quittièrre ».

***Vu pour être annexé à mon Arrêté n° 03/3646 du 25 novembre 2003***

***LE PREFET,***

***Christian LEYRIT***

---

# PERIMETRES DE PROTECTION DE LA SOURCE « FONTBOUILLON » - LA CLOTTE

## PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE (15000 m<sup>2</sup> commune de La Clotte)

Parcelles 116, 120, 121, 237, 242 de la section AP.

REGLEMENTATION SPECIFIQUE		REGLEMENTATION GENERALE
Activités interdites	Activités réglementées	
Toutes les activités sont interdites, exceptées celles résultant de l'entretien régulier du captage et des terrains. Tous produits d'entretien potentiellement polluants sont à proscrire dans ce périmètre.	<p><b><u>Station de traitement eau potable :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Vidange régulière de la fosse étanche toutes eaux située dans le bâtiment d'habitation du gardien, tests périodiques d'étanchéité.</li> </ul> <p><b><u>Mesures immédiates à la mise en œuvre de l'arrêté:</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mesures de niveau dans la vasque : mise en place d'une sonde de contrôle continu avec enregistrement.</li> <li>• Contrôle des eaux de ruissellement arrivant dans le fossé bordant le périmètre au Nord Est et rejoignant le trop-plein des bâches.</li> </ul>	



## PERIMETRES DE PROTECTION DE LA SOURCE « FONTBOUILLON » - LA CLOTTE

### PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE (25 ha commune de La Clotte) (voir plan de localisation au 1/4000<sup>e</sup>)

REGLEMENTATION SPECIFIQUE		REGLEMENTATION GENERALE
Activités interdites	Activités réglementées	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'installation de décharges contrôlées, le dépôt d'immondices, de détritus, de produits radioactifs et le déversement de tout produit ou matière susceptible d'altérer directement ou indirectement la qualité des eaux.</li> <li>• L'ouverture et l'exploitation de nouvelles carrières ou gravières, la création d'excavations atteignant l'aquifère calcaire.</li> <li>• La création de plans d'eau.</li> <li>• Les épandages de matières fermentescibles liquides d'origine animale, de matières de vidange, d'eaux usées, de boues de station d'épuration et de compost d'ordures ménagères.</li> <li>• L'installation de nouveaux élevages.</li> <li>• L'implantation d'installations classées, de stockage d'hydrocarbures, de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux.</li> <li>• La réalisation de forages d'exploitation d'eau, à la seule exception des forages d'eau potable déclarés d'utilité publique.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Cimetière : <ul style="list-style-type: none"> <li>– Construction de caveaux étanches dans l'agrandissement,</li> <li>– détournement des eaux de ruissellement dans la partie ancienne.</li> </ul> </li> <li>• Les extensions des bâtiments d'élevage : <ul style="list-style-type: none"> <li>– Tous les projets seront soumis à autorisation.</li> </ul> </li> </ul>	<p>Toutes les autres activités non encore énoncées, ci dessus seront réglementées par la législation générale existante ou future. Les installations existantes doivent être conformes, ou rendues conformes à ces réglementations.</p> <p><b>RAPPEL DES PRINCIPALES RÈGLES</b> dont la mise en application conduit à la protection des ouvrages :</p> <p><b><u>1. Cas particulier des forages</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le périmètre étant inclus dans une zone de répartition des eaux, tout prélèvement d'eau souterraine non domestique (supérieur à 40 m<sup>3</sup>/j et à 8 m<sup>3</sup>/h) postérieur à mars 1993 est soumis à autorisation.</li> <li>• Les forages actuels : Les propriétaires procéderont à la mise en conformité des ouvrages en vue d'empêcher l'intercommunication des nappes et/ou l'infiltration des eaux de ruissellement, conformément à la Loi sur l'Eau. Les forages non exploités seront rebouchés en veillant à respecter la protection de la nappe captée.</li> </ul> <p><b><u>2. Les autres réglementations</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'implantation de camping-caravaning.</li> <li>• L'implantation d'ouvrages de transport des eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées devront satisfaire les normes et directives techniques existantes au moment de leur mise en œuvre.</li> <li>• Le remblaiement d'excavations ou de carrières existantes ne devra pas être à l'origine, ni participer à l'apparition d'une dégradation de l'aquifère capté par la source.</li> <li>• Les systèmes d'assainissement autonome devront être conformes et régulièrement contrôlés.</li> <li>• Application de la réglementation sur le stockage de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature. Celui des produits pétroliers devra se faire dans les conditions prévues par l'arrêté du 26 février 1974.</li> <li>• Mise aux normes des bâtiments et installations d'élevage.</li> </ul> <p><b>Mesures immédiates à la mise en œuvre de l'arrêté :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Construction d'un collecteur étanche d'eaux pluviales entre le bourg de La Clotte et le Lary.</li> <li>• Contrôle et mise aux normes des assainissements autonomes des habitations du bourg de La Clotte, ainsi que du terrain de sports en fonction des conclusions de l'étude du Schéma Directeur d'Assainissement.</li> <li>• Traitement des pertes du ruisseau au sud du hameau de « Quittière ».</li> </ul>

## PERIMETRES DE PROTECTION DE LA SOURCE « FONTBOUILLON » - LA CLOTTE

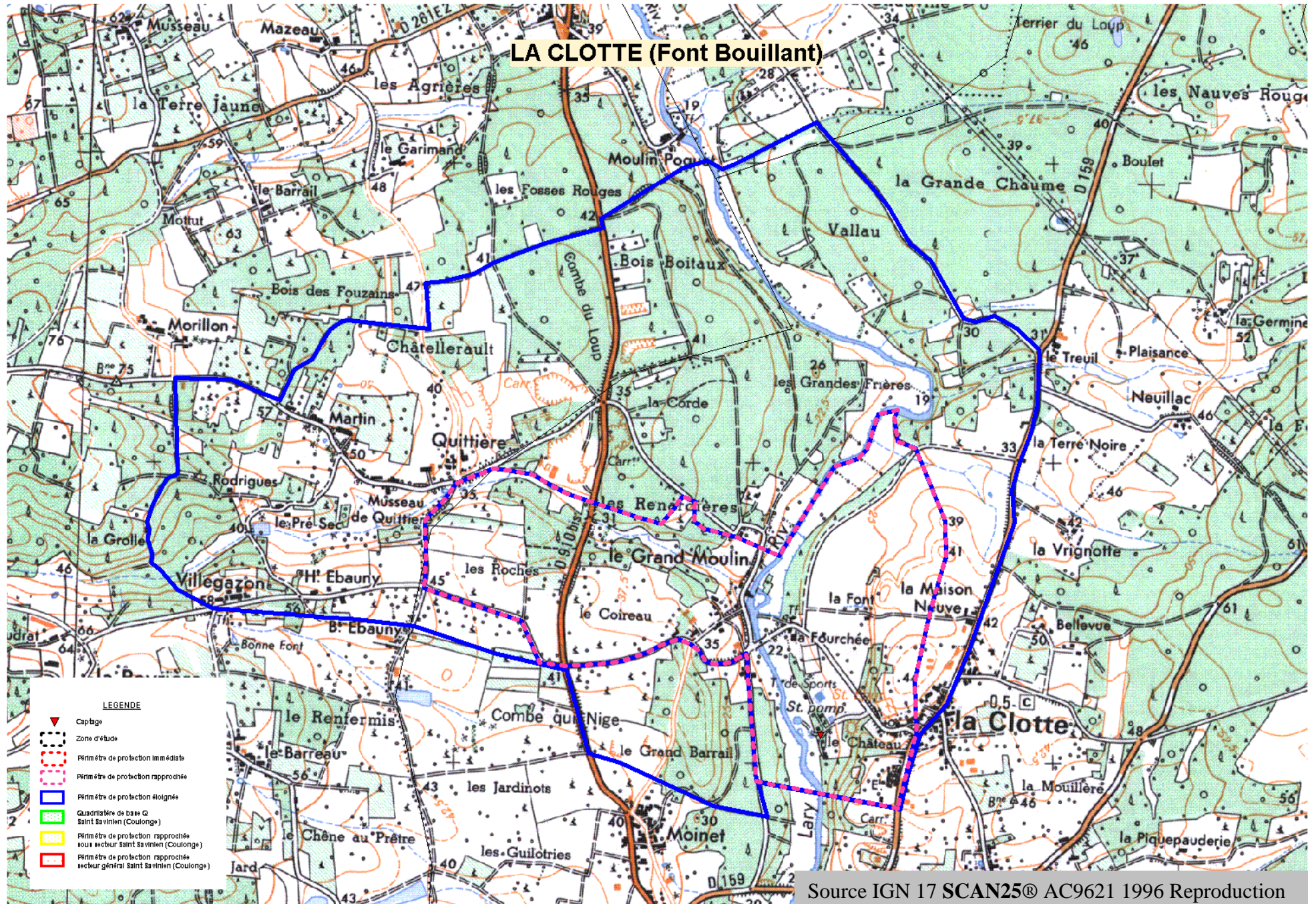
### PERIMETRE DE PROTECTION ELOIGNEE (400 ha communes de La Clotte et Cercoux) (cf. plan de localisation au 1/25000°).

REGLEMENTATION SPECIFIQUE		REGLEMENTATION GENERALE
Activités interdites	Activités réglementées	
Néant	Néant	<p>Toute activité est soumise aux contraintes fixées par la législation générale existante ou future.</p> <p><b>Rappel des principales réglementations</b> dont la mise en application conduit à la protection éloignée des ouvrages :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La réglementation des installations classées : <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'installation de centre de stockage de déchets, stockages de produits polluants, activité industrielle, canalisations d'hydrocarbures ou autres.</li> <li>- L'ouverture de carrières.</li> </ul> </li> <li>• La Loi sur l'Eau et ses textes d'application. <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le périmètre étant inclus dans une zone de répartition des eaux, tout prélèvement, d'eau souterraine non domestique (supérieur à 40 m<sup>3</sup>/j et à 8 m<sup>3</sup>/h) postérieur à mars 1993, est soumis à autorisation.</li> <li>- Les nouveaux puits et forages ne devront pas permettre l'intercommunication des nappes ou la dégradation de la qualité de la nappe captée.</li> </ul> </li> </ul> <p><b>Mises en conformité :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en conformité des dispositifs d'assainissement autonome.</li> <li>• Mise en conformité des bâtiments d'élevage.</li> <li>• Mise en conformité des forages actuels, en vue d'empêcher l'intercommunication des nappes et/ou l'infiltration des eaux de ruissellement, conformément à la Loi sur l'Eau. Les forages non exploités seront rebouchés en veillant à respecter la protection de la nappe captée.</li> </ul>





## LA CLOTTE (Font Bouillant)



Source IGN 17 SCAN25® AC9621 1996 Reproduction